

Moyen-Orient et Afrique du Nord

AVANT-PROPOS

En 2018, quelque 15 millions de personnes relevaient de la compétence du HCR dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, dont près de 2,7 millions de réfugiés et 10,3 millions de déplacés internes. La majorité de ces personnes — 10,1 millions — étaient des déplacés internes, déracinés par les conflits en Iraq, en République arabe syrienne (Syrie) et au Yémen, qui ont provoqué trois des crises humanitaires et de déplacement les plus importantes et les plus violentes au monde. Quelque 7,2 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, fuyant ces mêmes conflits, ont trouvé protection et assistance dans des pays situés dans la région ou au-delà.

Alors que les combats se sont poursuivis tout au long de l'année, la situation syrienne est restée la plus grande crise de réfugiés du monde, avec des besoins humanitaires et des risques de protection d'une ampleur et d'une gravité sans équivalent, qui ont produit des déplacements complexes et imbriqués. Quelque 13 millions de Syriens, dont 6,2 millions de déplacés internes et 6,6 millions de réfugiés avaient besoin, ou étaient en quête, de protection. Quelque 210 950 réfugiés syriens provenant de divers pays de la région et 1,4 million de déplacés internes (chiffres OCHA) sont rentrés dans leurs localités d'origine, souvent dans des conditions très difficiles.

En Iraq, alors que l'ampleur et la gravité des besoins humanitaires restaient considérables, plus de 945 000 déplacés internes sont rentrés chez eux au cours de l'année. En dépit de leur optimisme, les populations de retour ont eu des difficultés à accéder aux services essentiels et ont dû faire face à une série de risques de protection, à la destruction des biens et des infrastructures, ainsi qu'au manque de moyens de subsistance et de ressources financières.

Moheeb, 8 ans est déplacé à l'intérieur de son pays dans le gouvernorat de Sa'ada, au Yémen. La tradition veut que les garçons et les hommes de cette communauté portent cette couronne de fleurs (appelée Omama ou Tawq).

Dans certains cas, les retours n'ont pas été possibles ou durables, ce qui a conduit à des déplacements secondaires ou à la réadmission dans des camps; de ce fait, de nombreux déplacés internes sont restés dans une situation de déplacement prolongé.

Le conflit au Yémen s'est gravement détérioré à la fin de l'année 2018, provoquant d'autres déplacements massifs et une grave insécurité alimentaire, avec un risque de famine persistant dans le pays. Des progrès politiques ont été observés: le Gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale et les rebelles houthis ont conclu les accords de Stockholm (un cessez-le-feu négocié sous l'égide des Nations Unies) en décembre 2018.

Dans la région, de nombreux autres contextes étaient caractérisés par des situations de violence. La Libye a connu de fréquentes périodes d'instabilité — en particulier à Tripoli où les affrontements répétés des milices ont provoqué le déplacement de plus de 5 000 familles. La violence était omniprésente dans les régions touchées par les mouvements de l'Afrique du Nord vers l'Europe. Bien que les traversées de la Méditerranée aient diminué au cours de l'année, des milliers de gens ont continué à risquer leur vie dans de dangereux voyages en mer à partir de la Libye et de la Tunisie, durant lesquels ils étaient souvent exposés à de graves sévices, commis par les groupes criminels, les passeurs et les trafiquants. Les personnes secourues par les autorités enduraient des épreuves supplémentaires — notamment l'arrestation et la détention — souvent dans des conditions épouvantables.

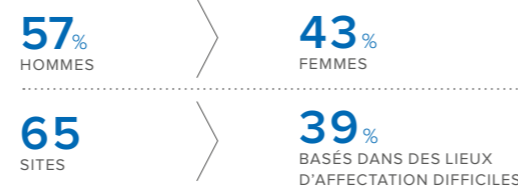
Les arrivées en provenance d'Algérie et du Maroc ont sensiblement augmenté en Espagne au cours de l'année bien que les autorités marocaines aient empêché plus de 76 000 traversées illégales. Le nombre total d'arrivées en provenance d'Afrique du Nord en 2018 a cependant considérablement diminué en Europe.

Malgré ces défis, des résultats solides ont été obtenus sur plusieurs fronts, notamment l'accès et l'assistance aux personnes relevant de la compétence du HCR et la réalisation de solutions durables. La plupart des frontières sont restées ouvertes dans la région et les conditions d'asile étaient généralement favorables: les gouvernements et les populations d'accueil ont fait preuve d'une hospitalité remarquable en dépit de ressources de plus en plus limitées. Des progrès ont également été observés du fait de la ratification du Pacte mondial sur les réfugiés, qui souligne l'importance du partage des responsabilités et crée un cadre pour parvenir à des solutions durables en collaboration avec les gouvernements, les organisations internationales et les autres parties prenantes. Le HCR ne doute pas que ses efforts continueront de produire des résultats encourageants pour les personnes déplacées par la guerre et la violence, et sa détermination à mettre en place des solutions durables demeurera inébranlable.

Amin Awad

Directeur du Bureau régional du HCR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

TOTAL DU PERSONNEL AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD* 3 684



*y compris 1 173 personnels affiliés.

Chiffres-clés et réalisations au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Réinstallation

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord est la **2nde région** du monde où les **besoins en réinstallation sont les plus élevés**. La Syrie est le **1^{er} pays d'origine** des personnes réinstallées dans le monde: **42% du total des départs**.



Demandes de réinstallations soumises en 2018

21 542 ↓ **21%**
par rapport à 2017

Départs facilités par le HCR depuis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord en 2018

18 424 ↓ **13%**
par rapport à 2017

26%
des demandes de réinstallation dans le monde

33%
du total global des départs

Principaux pays d'origine des personnes réinstallées depuis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
1 Syrie 23 409 **2** Iraq 1 238

Enregistrement biométrique



2 744 363 personnes biométriquement enregistrées fin 2018

38% du total des personnes biométriquement enregistrées

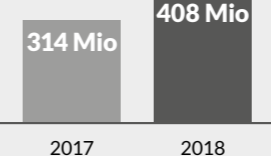
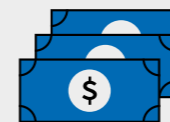
Moyen-Orient

Afrique du Nord

2 402 062

342 301

Aides en espèces

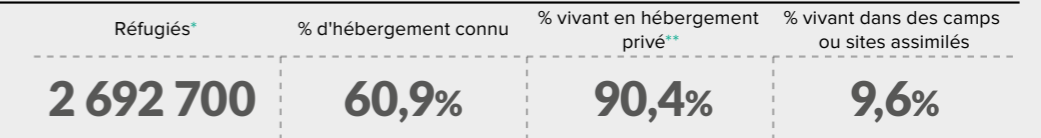
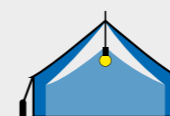


Variation
 ↑ **94 Millions de dollars**

↑ **30%**

Réfugiés vivant dans/hors des camps

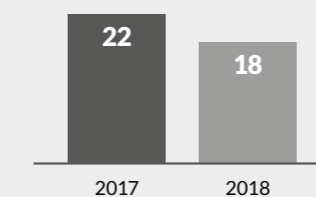
(données au 31 décembre 2018)



* comprend les réfugiés et des personnes dans des situations similaires à celles des réfugiés
 ** par rapport au nombre total de réfugiés et assimilés

Déploiements d'urgence

(HCR et partenaires de réserve)



Partenaires et budgets alloués

Millions de dollars

362,8 millions alloués à 161 partenaires (représentant 29% des dépenses régionales)

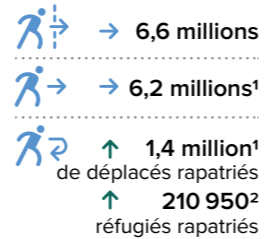


PRINCIPALES SITUATIONS AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD EN 2018



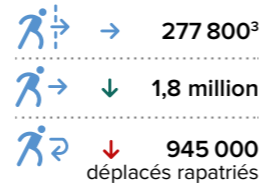
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

En huit ans de conflit, les besoins humanitaires ont pris des proportions inouïes : 13 millions de réfugiés et de déplacés internes avaient besoin d'aide. En Syrie, environ 70% de la population vivait dans l'extrême pauvreté et le taux de chômage, en hausse, atteignait 55%. Plus de 4,2 millions de personnes avaient toujours besoin d'un abri, car un grand nombre de logements étaient endommagés dans les régions de retour. Alors que les hostilités se poursuivaient, le HCR a offert une aide vitale et une protection aux personnes relevant de sa compétence, portant assistance à plus de 2,3 millions de déplacés internes, de rapatriés et de membres des communautés d'accueil.



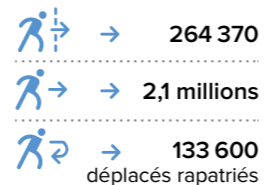
IRAQ

Près d'un million de déplacés internes sont rentrés chez eux mais ils ont été confrontés à des difficultés d'accès aux services de base et à un manque de moyens de subsistance et de ressources financières. Ceci a donné lieu à des déplacements secondaires et à des réadmissions dans les camps lorsque les retours n'étaient pas possibles ou viables. Fin 2018, le nombre de déplacés internes était descendu à 1,8 million, contre 2,6 millions en 2017. En 2018, le nombre de réfugiés syriens en Iraq a progressé, atteignant 252 520. Environ 99% des Syriens réfugiés en Iraq se trouvaient dans la région du Kurdistan : 37% des réfugiés résidaient dans 9 camps et les autres vivaient en milieu urbain.



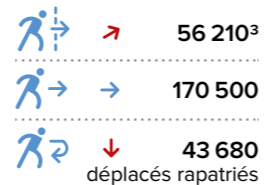
YÉMEN

En 2018, le pays a connu le conflit provoquant la crise humanitaire la plus grave au monde : selon les estimations, environ 22,8 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire. Un conflit armé brutal a déplacé d'autres personnes au cours de l'année, bien que 133 600 déplacés internes soient rentrés chez eux. Les Yéménites ont également fait face à des épidémies de choléra et de diphtérie, ainsi qu'à un risque de famine omniprésent. Malgré cela, plus de 264 370 personnes — principalement originaires d'Érythrée, d'Éthiopie et de Somalie — ont demandé l'asile dans le pays, un nombre en légère baisse par rapport à 2017.



LIBYE

Les combats entre les forces liées au Gouvernement d'entente nationale, les tribus locales, les groupes armés étrangers et l'Armée nationale libyenne ont continué de provoquer des déplacements et entravé l'accès aux personnes qui avaient besoin de protection. Alors que le nombre de traversées maritimes a considérablement diminué en 2018, les garde-côtes libyens ont secouru ou intercepté près de 15 000 réfugiés et migrants dans le cadre de 120 opérations. Un recours croissant à la détention de la part des autorités libyennes a été observé, avec 6 200 personnes placées en détention. Grâce aux interventions du HCR, 2 700 personnes ayant besoin de la protection internationale ont été remises en liberté.

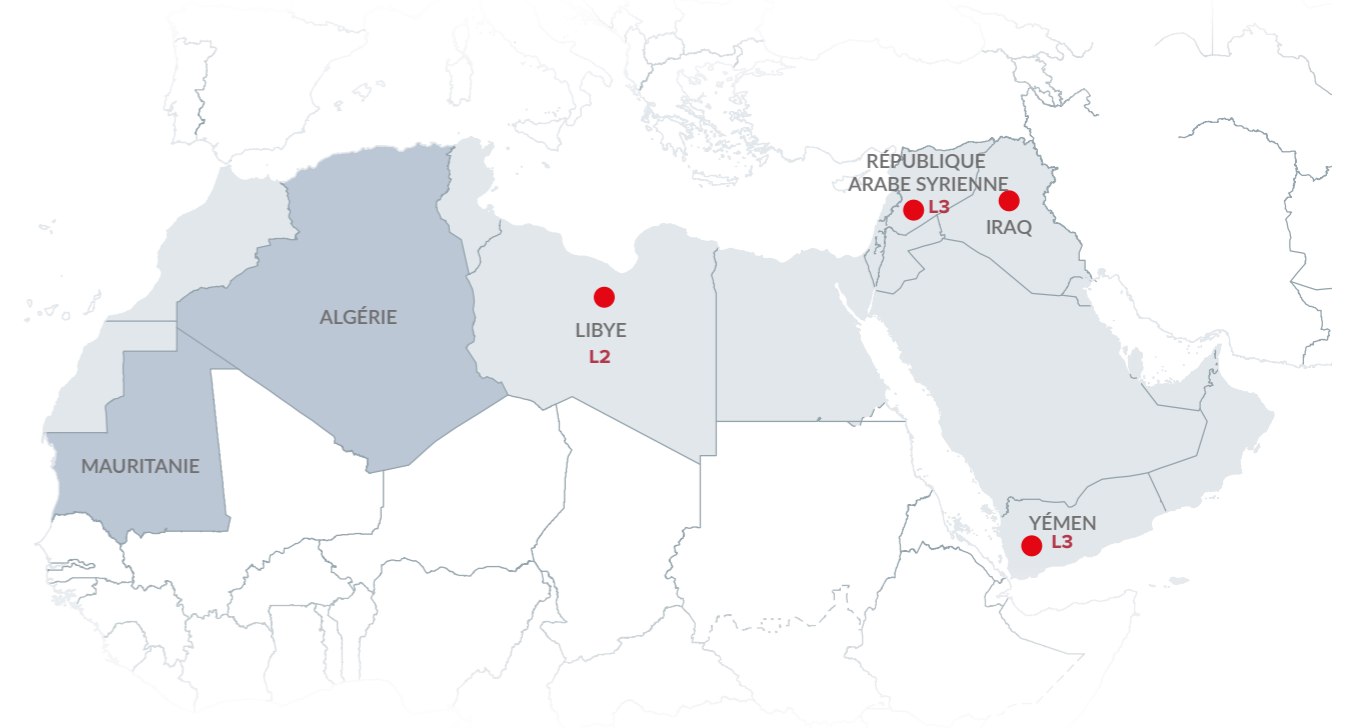


¹ Chiffres de l'OCHA

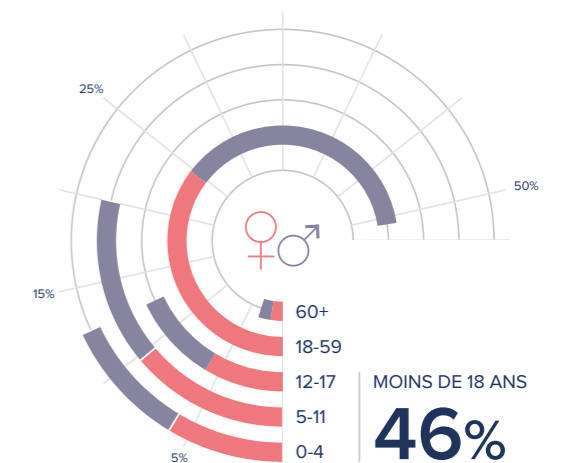
² dont 56 000 vérifiés par le HCR

³ demandeurs d'asile compris

En 2018 comme au cours des années précédentes, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été touchée par des crises de réfugiés qui comptent parmi les plus longues et les plus graves du monde. Plus de 10,1 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays du fait des conflits en cours en Iraq, en Syrie et au Yémen — trois des situations humanitaires les plus désastreuses au monde.



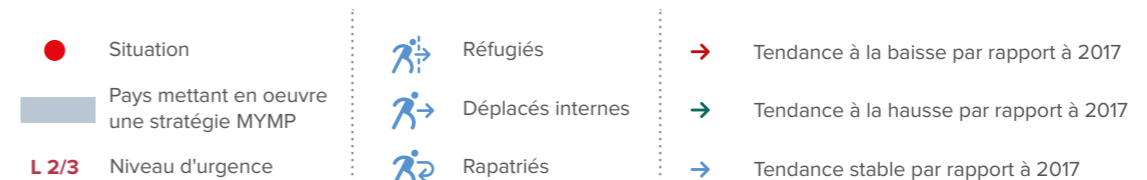
RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE



15 millions

DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

RÉFUGIÉS	2,7 millions
DEMANDEURS D'ASILE	284 000
RAPATRIÉS (RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES)	1,3 million
DÉPLACÉS INTERNES	10,3 millions
APATRIDES	371 000
AUTRES	13 000



(en anglais)

RÉALISATIONS ET IMPACT

Sauvegarder les droits fondamentaux

Préserver l'espace de protection et faciliter l'accès aux régimes d'asile nationaux

L'année a été marquée par la poursuite des efforts déployés au niveau mondial, notamment dans le cadre du Pacte mondial, pour promouvoir et sauvegarder les principes du droit international afin d'étendre la protection des personnes déplacées. Le HCR a travaillé avec les autorités pour assurer le respect du principe de non-refoulement dans la région, où les arrestations et les expulsions menaçaient les droits les plus fondamentaux.

Tout au long de l'année, le HCR a coopéré avec des gouvernements à l'élaboration de projets de lois nationales sur l'asile: tant le Maroc que la Mauritanie ont sensiblement

progressé et le Qatar a adopté un cadre d'asile national après avoir adhéré au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'organisation a travaillé avec divers pays de la région, notamment les Gouvernements de l'Algérie et de l'Égypte, à l'application des lois sur l'asile.

Le soutien essentiel pour l'enregistrement des réfugiés et des demandeurs d'asile a été renforcé au moyen d'une technologie et de pratiques améliorées. L'Égypte a enregistré 31 000 personnes supplémentaires à l'aide de systèmes biométriques, et le HCR a recommandé au Gouvernement de prolonger les permis de séjour et de régionaliser les centres d'enregistrement pour simplifier l'accès. À l'issue du plaidoyer assuré auprès du Gouvernement, la Mauritanie a entrepris de délivrer des cartes nationales d'identité aux 57 000 réfugiés maliens du camp de Mbera, et l'enregistrement des naissances a commencé pour tous les enfants réfugiés nés dans le camp depuis 2012.

57 000 réfugiés maliens accueillis au camp de Mbera (Mauritanie) ont reçu des cartes nationales d'identité.



Autonomiser les réfugiés en les rendant propriétaires de leurs données

Une « méthodologie d'auto-renouvellement » applicable aux procédures d'enregistrement a été introduite en 2018 en Jordanie — première opération au monde à mettre en œuvre ce projet, qui vise à autonomiser les réfugiés en les rendant propriétaires de leurs données, et en leur permettant de valider et d'actualiser eux-mêmes les données collectées pendant l'enregistrement. « L'auto-renouvellement » permettra de gagner du temps pendant l'enregistrement et lors du renouvellement des documents et évitera aux réfugiés et aux demandeurs d'asile les longues files d'attente qui se forment parfois dans les centres d'enregistrement du HCR.

À long terme, le projet permettra aux réfugiés d'actualiser leurs données à distance en leur donnant accès à une identité numérique unique, portable et authentifiée, compatible avec les registres et statistiques de l'état civil. Le processus d'auto-renouvellement sera géré au moyen de cabines comprenant une caméra de reconnaissance de l'iris (pour la vérification biométrique), un moniteur et une imprimante. Les cabines ont d'abord été mises à l'essai dans le centre d'enregistrement de Khalda ; le HCR prévoit 30 cabines supplémentaires à Amman, 10 à Irbid et 10 à Mafraq.



(en anglais)

La protection communautaire a joué un rôle clé dans l'action du HCR. Les initiatives menées par les communautés et le travail de proximité accompli par les volontaires communautaires ont été au cœur de l'approche du HCR, qui consiste à travailler à la fois avec les personnes relevant de sa compétence et les communautés d'accueil pour apporter une aide multisectorielle aux

personnes dans le besoin, notamment aux victimes de violences sexuelles et de genre et aux enfants en situation de risque. Dans toute la région, le HCR a offert des formations, une aide juridique et des services d'information pour répondre aux besoins et aux préoccupations des personnes déplacées, grâce à un vaste réseau de plus de 250 centres communautaires.

© HCR/Bahou Ahmed



Offrir une protection et des solutions aux déplacés internes de la région

La plupart des personnes relevant de la compétence du HCR dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord étaient des déplacés internes, déracinés par les conflits en Iraq, en Syrie et au Yémen. Pour répondre aux besoins des déplacés internes, le HCR a centré son action sur la protection, le suivi, l'aide dans le secteur des abris, la fourniture d'articles non alimentaires, les projets destinés à favoriser la cohésion sociale et la distribution d'aides en espèces.

En Syrie, où se trouve la plus importante population de déplacés internes de la région, le HCR a fourni des services de protection à quelque 2,3 millions de personnes dans des centres — communautaires ou satellites — répartis sur le territoire. Quelque 1,75 million d'interventions de protection, comprenant une aide matérielle, un soutien juridique, des activités éducatives et une sensibilisation, ont été assurées. Des articles de préparation à l'hiver ont été distribués à plus de 762 000 déplacés internes dans 13 gouvernorats.

Au Yémen, le HCR a intensifié sa stratégie de protection fondée sur des réseaux communautaires pour surveiller les risques de protection, identifier et traiter les cas vulnérables, parmi les 2,1 millions de déplacés internes et 133 600 déplacés de retour dans leur région d'origine. Grâce à huit centres communautaires créés pour les déplacés internes, l'organisation est venue en aide à plus de 103 000 personnes en offrant un accompagnement social ou psychosocial ainsi qu'une assistance juridique. Le HCR a renforcé ses interventions de protection (y compris par des aides en espèces) en particulier pour les violences sexuelles et de genre afin de répondre aux besoins des populations déplacées, qui sont composées pour moitié de femmes et comprennent 27% de jeunes filles âgées de moins de 18 ans.

En Iraq, un an après que le Gouvernement ait déclaré sa victoire sur les extrémistes, on estimait que près d'1 million de déplacés internes était rentrés au cours de l'année et qu'il y avait d'autre part plus de 150 000 nouveaux déplacés. Des aides en espèces à usages multiples ont permis à près de 170 000 personnes vulnérables, déplacées ou de retour dans leur région d'origine, de subvenir à leurs besoins les plus essentiels et le HCR a encouragé la cohésion sociale par des projets à impact rapide pour les familles et les communautés durement éprouvées par le conflit.



Au Liban, un jeune Iraquien autiste échappe à l'isolement

Samer a passé la majorité de ses dix années de vie coupé du monde extérieur jusqu'à ce qu'un centre communautaire financé par le HCR au Liban lui donne la chance de rencontrer d'autres enfants.

« Il a fait beaucoup de progrès depuis qu'il participe aux activités du centre Caritas. »

— Catrina Youssef, la mère de Samer.



© HCR/Diego Barro Sánchez

Protection de l'enfance

Plus de 2,5 millions d'enfants syriens étaient réfugiés dans les pays relevant du Plan régional pour les réfugiés et la résilience (3RP) — l'Égypte, l'Iraq, la Jordanie, le Liban et la Turquie — tandis que 2,5 millions étaient déplacés à l'intérieur de la Syrie. En Iraq, 3,3 millions d'enfants avaient besoin d'une assistance humanitaire et de protection. Outre une aide immédiate en matière de protection, un grand nombre d'enfants avaient besoin d'interventions à plus long terme, notamment de services de santé mentale et d'accompagnement psychosocial et d'activités de recherche des proches et de regroupement familial. Le HCR et ses partenaires ont soutenu des efforts de plaidoyer et de renforcement des capacités pour veiller à ce que toutes les interventions soient centrées sur l'intérêt supérieur de l'enfant, tout en améliorant la qualité et l'accessibilité des services de santé mentale et d'aide psychosociale pour les enfants en détresse. En 2018, plus de 92 000 filles et garçons ont bénéficié, dans ces cinq pays, de services spécialisés de protection de l'enfance, et plus de 839 000 enfants ont participé à des programmes de protection de l'enfance ou d'accompagnement psychosocial.

Le HCR a continué à gérer un solide programme d'aide juridique et d'engagement des communautés dans la région, afin de promouvoir l'accès aux documents d'état civil, notamment aux actes de naissance et de mariage. Ceci a donné lieu à

l'enregistrement rapide des nouvelles naissances dans les camps, ainsi qu'à l'établissement de documents pour les mariages informels, des progrès qui ont amélioré la protection des femmes comme des enfants et renforcé l'exercice de leurs droits. De même, au Liban, le Gouvernement a publié une dérogation au délai d'un an imparti pour déclarer les naissances ; les enfants syriens qui ont plus d'un an mais dont la naissance n'a pas encore été déclarée, peuvent ainsi obtenir un acte de naissance, en évitant une longue procédure juridique. Quelque 50 000 enfants pourraient bénéficier de cette initiative. De plus, le Gouvernement a supprimé la disposition qui réservait aux seules personnes en situation de séjour régulière la possibilité d'entreprendre les procédures d'enregistrement des naissances.

La Ligue des États arabes (LEA) a élaboré et adopté la « Déclaration arabe sur l'appartenance et l'identité juridique » à l'issue d'années de plaidoyer du HCR et de ses partenaires pour réduire le nombre d'enfants sans papiers dans la région. Celle-ci représente un engagement décisif en faveur de la lutte contre l'apatridie.

La Déclaration stipule que tous les enfants doivent être en mesure de jouir de leur droit à une identité juridique, incluant un nom, des relations familiales et une nationalité, et réaffirme la volonté commune des États membres de la LEA de promouvoir l'égalité des genres dans leurs lois sur la nationalité. La Déclaration suit et renforce

92 000
filles et garçons
ont bénéficié
de services de
protection
de l'enfance.

839 000
enfants ont
participé à
des programmes
de protection
de l'enfance.

les meilleures pratiques multisectorielles mises en œuvre dans le cadre du 3RP pour assurer l'enregistrement de tous les enfants réfugiés à la naissance et la délivrance des documents correspondants.

Le HCR a mené une collaboration fructueuse avec les communautés, les prestataires de services de santé maternelle, les juristes, les juges et d'autres homologues gouvernementaux sur les questions de

protection de l'enfance, et notamment au niveau du plaidoyer pour la simplification des procédures et la suppression des amendes pour les déclarations tardives. Ces partenariats ont favorisé une réduction marquée du pourcentage d'enfants réfugiés syriens nés chaque année dans la région n'ayant aucune sorte de documents d'identité (acte de naissance ou notification médicale de naissance).

Le pourcentage
d'enfants
réfugiés syriens
dépourvus de
documents
d'identité est
passé de 35%
en 2012 à
1,8% en 2018.

Le Plan 3RP pour la crise syrienne : un plan d'intervention humanitaire et de développement

Le 3RP, un plan intégré d'aide humanitaire et d'action pour le développement, coordonné par le HCR et le PNUD, implique plus de 270 partenaires — dont des agences des Nations Unies, des acteurs locaux, des ONG nationales et internationales, des municipalités, des universités, des organismes caritatifs et des fondations — qui jouent un rôle clé dans la réponse.

En 2018, les réalisations dans le cadre du 3RP ont notamment été les suivantes : inscription de plus d'1,2 million d'enfants âgés de 5 à 17 ans dans des établissements éducatifs, aide à l'insertion professionnelle de plus de 50 000 personnes via des formations, des stages, des placements et des cours de langues ; aide alimentaire pour plus de 2,3 millions de personnes ; implication de près de 800 000 personnes dans des initiatives dirigées par les communautés ; et assistance d'urgence en espèces à plus de 450 000 foyers. Les partenaires au sein du 3RP ont également travaillé avec les gouvernements d'accueil sur la question des permis de travail, conformément aux engagements pris lors des Conférences de Londres et de Bruxelles sur la Syrie.

En dépit d'un environnement de financement difficile, les donateurs ont continué à faire preuve de générosité, débloquant quelque 3,5 milliards de dollars (62% du budget). Cependant, malgré la générosité des pays d'accueil, des communautés et des donateurs, la situation des réfugiés syriens a continué de s'aggraver. Les taux de pauvreté sont restés élevés et les défis de protection importants. L'accès à l'enseignement a été limité. Les communautés d'accueil ont également dû faire face à leurs propres problèmes, notamment la pression excessive sur les ressources, les services limités et les taux de chômage élevés.



(en anglais)



Répondre et faire face aux mouvements mixtes

Les mouvements en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont continué à diminuer : quelque 141 500 personnes sont arrivées en Europe en 2018, ce qui représente une diminution de 23,5% par rapport à 2017 (185 139). 2 277 personnes ont perdu la vie

ou ont été portées disparues en essayant de traverser la mer Méditerranée. Les garde-côtes libyens ont secouru ou intercepté près de 15 000 réfugiés et migrants au cours de 120 opérations pendant l'année. Le HCR a assuré un suivi de protection et fourni des postes de santé spécialisés, des installations sanitaires et

141 500
personnes ont
arrivées en
Europe en 2018.
15 000
réfugiés et
migrants ont été
secourus
2 277
ont été portés
disparus en mer.

d'approvisionnement en eau, ainsi que des équipements pour protéger les réfugiés et les migrants des éléments.

Le HCR et ses partenaires étaient présents aux points de débarquement dans le nord-ouest de la Libye et ont assuré un suivi de protection, fourni 9 700 colis d'articles non alimentaires et offert 1 600 consultations médicales. Des dispositifs d'accueil et d'examen des cas étaient également en place en Tunisie, où les autorités ont secouru 290 personnes en mer.

Afin d'améliorer la protection en mer dans le contexte des flux migratoires mixtes, le HCR a mené des activités régulières de renforcement des capacités sur le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés auprès des autorités locales, notamment des garde-côtes libyens. Compte tenu des défis persistants, le HCR et l'OIM ont travaillé avec les États à la mise en place d'un mécanisme régional qui offrirait une approche durable en matière de recherche, de sauvetage et de débarquement, fondée sur la coopération et la coordination entre les États.

Ailleurs, des mouvements mixtes composés de réfugiés et de migrants originaires de la Corne de l'Afrique ont continué à se diriger vers le Yémen, en dépit de l'aggravation de la situation humanitaire et sécuritaire du pays. En 2018, selon l'OIM, quelque 150 000 personnes sont arrivées au Yémen, où le HCR a enregistré plus de 5 800 personnes

relevant de sa compétence et a conseillé plus de 2 200 individus dans ses trois centres d'aide au retour. Près de 2 600 Somaliens ont choisi de regagner leur pays en 2018 dans le cadre du programme mis en place par le HCR pour faciliter les retours spontanés.

L'introduction de mesures restrictives à travers la région pour faire face aux migrations irrégulières a eu un impact considérable sur les personnes relevant de la compétence du HCR. Des modifications importantes ont été observées dans les itinéraires de déplacement, l'Espagne devenant le premier point d'entrée des arrivants par voie de mer au deuxième semestre 2018 (voir le résumé *Europe*). L'accès au territoire et aux procédures d'asile est devenu plus difficile et davantage de mesures de protection contre les retours forcés étaient nécessaires. Dans un certain nombre de pays, les demandeurs d'asile et des réfugiés se sont vu refuser l'entrée à la frontière ou ont été pris dans des opérations d'arrestation collective, qui ont abouti à leur expulsion dans des pays tiers.

Alternatives à la détention

Les alternatives à la détention et la remise en liberté des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été considérées comme des actions prioritaires pour le HCR, notamment en raison du nombre important de personnes relevant de sa compétence détenues en Libye, où plus de 15 000 personnes ont été transférées dans des structures de

détention après avoir été interceptées par les garde-côtes. Le HCR et ses partenaires ont entrepris plus de 1 370 visites dans des centres de détention et sont parvenus à faire libérer plus de 2 700 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement en vue de leur évacuation dans des pays tiers. Le HCR a offert une aide humanitaire de base et recommandé d'améliorer l'accès au filtrage, l'identification et l'enregistrement des réfugiés, aussi bien aux points de débarquement que dans les centres de détention. Des mesures particulières ont également été élaborées pour lutter contre les violences sexuelles et de genre.

En décembre 2018, le HCR a inauguré le centre de rassemblement et de départ à Tripoli, la première structure de ce type, qui offre un environnement sécurisé aux personnes vulnérables durant la mise en place de solutions comme la réinstallation, le regroupement familial ou l'évacuation. L'ouverture de ce centre, géré en coopération avec le partenaire du HCR, LibAid, et le ministère libyen de l'Intérieur, s'inscrit dans une série de mesures destinées à offrir une alternative viable à la détention.

Apporter une aide vitale

Interventions en espèces

Le HCR a fourni 408 millions de dollars d'aides en espèces — un montant en légère augmentation par rapport à 2017 (314 millions de dollars) — à plus de 2 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans la région. Les services de protection et d'assistance en espèces ont travaillé conjointement pour assurer la bonne identification des personnes vulnérables et la distribution d'aides en espèces pour leurs besoins essentiels ou d'allocations à usages multiples.

La distribution d'espèces est restée au premier plan de l'assistance du HCR au Yémen, avec 48 millions de dollars versés à plus de 800 000 déplacés internes et déplacés de retour, ainsi qu'à 130 000 réfugiés. Les aides en espèces ont été ciblées sur les personnes qui avaient des

besoins de protection particuliers et sur celles qui n'avaient pas d'abris décentes ou manquaient de matériaux de préparation à l'hiver et ont été transférées via téléphone portable dans le cadre d'une coopération avec la Banque Al Amal. Avec l'appui du groupe sectoriel des Abris-Articles non alimentaires-Coordination et gestion des camps au Yémen, le HCR a fourni des aides en espèces aux personnes vivant dans des régions soumises à des températures très basses, pour leur permettre de se préparer à l'hiver. Les cas urgents ont été traités par les centres communautaires gérés par le HCR, ce qui a permis des paiements directs.

Une étude libanaise sur l'efficacité de l'assistance en espèces pour la prévention, la réduction et le traitement des risques de violences sexuelles et de genre, a conclu qu'il s'agissait d'un outil efficace, particulièrement adapté aux victimes de SGBV en raison de son caractère discret. Cette forme d'assistance a produit un certain nombre de résultats positifs : par exemple, les victimes ont pu s'installer à distance de leur(s) agresseur(s), louer un logement pour elles et leurs enfants, subir une opération chirurgicale ou subvenir aux besoins d'un membre de la famille pendant sa convalescence. Les conclusions indiquent que le succès de l'assistance en espèces dans les programmes de lutte contre les SGBV dépend de certains facteurs, notamment de l'existence de services complémentaires fonctionnant avec efficacité, de plans de gestion des cas individuels, de services de conseil sur les questions de sécurité et d'autonomisation, et de mécanismes de suivi efficaces.

In Iraq, des interventions en espèces à usages multiples ont été distribuées à l'aide de mécanismes de virement via téléphone portable à quelque 170 000 déplacés internes vulnérables et 345 000 déplacés internes ont reçu des allocations de préparation à l'hiver. En Égypte, environ 86 000 personnes ont bénéficié chaque mois d'un programme d'aides en espèces, tout comme 10 800 personnes en Libye. En Jordanie et au Liban, quelque

Le HCR est parvenu à faire libérer plus de **2 700** réfugiés et demandeurs d'asile.

Le HCR a distribué **408** millions de dollars d'aides en espèces, à **2** millions de personnes dans la région.



Le HCR évacue par avion 132 réfugiés détenus en Libye

En 2018, le HCR a évacué au Niger plus de 2 200 réfugiés vulnérables qui étaient retenus dans des centres de détention en Libye.

« Ma vie commence aujourd'hui. Je veux faire des études et travailler dur pour faire changer les choses dans le monde. »

— Abdul Karim, réfugié somalien en Libye.



© HCR/Farah Harwida

520 000 réfugiés, comptant parmi les plus vulnérables, ont bénéficié d'allocations mensuelles à usages multiples. Environ 1,16 million de personnes ont reçu des aides en espèces destinées à la préparation à l'hiver. Le HCR a rencontré des difficultés en Syrie, où plus d'1,4 million de personnes avaient été identifiées comme éligibles à

l'assistance en espèces mais où seules 450 000 personnes ont pu en bénéficier du fait de contraintes liées au financement. Des initiatives pilotes, consistant notamment à utiliser des aides en espèces pour prévenir et réduire les risques de protection des enfants, comme le travail des enfants et le mariage précoce, ont été menées.



Les donateurs du secteur privé augmentent leur soutien dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Entre 2016 et 2018, les donateurs du secteur privé ont versé 14,4 millions de dollars de contributions au nom de la zakat dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Au cours de la seule année 2018, le HCR a reçu 11,8 millions de dollars, dont 10 millions offerts par *Qatar Charity*, qui lui ont permis de se classer ainsi en tête des donateurs du secteur privé pour l'année 2018.

Qatar Charity a considérablement accru sa contribution globale par rapport à 2017, avec un total de 26 millions de dollars en 2018. À travers le monde, plus d'1 million de réfugiés et de déplacés internes ont bénéficié de ce partenariat.

Le HCR a été le premier organisme des Nations Unies à offrir aux donateurs intéressés, par le biais de son Initiative Zakat, un mécanisme sécurisé pour s'acquitter de leurs obligations au titre de la zakat. Transférées au moyen de programmes d'assistance en espèces innovants, 100% des contributions sont remises à des réfugiés et des déplacés internes vulnérables. L'initiative est soumise à une gouvernance rigoureuse et a été reconnue par cinq institutions et théologiens respectés.



© HCR

Violences sexuelles et de genre

La lutte contre les violences sexuelles et de genre (SGBV) à travers la prévention ou le traitement des victimes, a été l'une des priorités du plan 3RP. Le HCR a renforcé l'intégration de la prévention et de la prise en charge des victimes de SGBV dans tous les domaines de programmation, par l'élaboration de plans d'action nationaux dans les opérations participant au 3RP. L'initiative *Safe from the start* a fourni des fonds pour trois projets dans des opérations du 3RP: leadership, émancipation, accès et protection des femmes en Égypte; réduction des risques de SGBV à l'aide d'une application mobile en Jordanie; et lutte contre les SGBV par l'assistance en espèces et l'appui aux moyens de subsistance en Turquie.

Le HCR a mis en œuvre des systèmes d'orientation et de prise en charge pour les victimes de SGBV dans des opérations comme la Libye, le Maroc et le Yémen, assurant l'accès aux soins médicaux, à l'accompagnement psychosocial et à l'assistance juridique.

Le HCR a également organisé des activités de formation et de renforcement des capacités, visant à remédier aux lacunes au niveau de la protection et de l'assistance, à l'intention de ses partenaires, des autorités locales et des membres de la société civile. Des interventions de prévention ont aussi été assurées avec efficacité dans le cadre d'activités communautaires qui ont créé des liens entre les prestataires de services et accru la mobilisation des communautés de réfugiés. Les efforts de protection et de prévention

ont inclus les hommes et les garçons, qui ont été impliqués en tant qu'agents de changements positifs, chargés de lutter contre les rapports de force inégalitaires, et

qui ont également assuré une fonction de sensibilisation en fournissant des informations sur l'accès aux services aux hommes et aux garçons qui ont été victimes de SGBV.



Anciennes prisonnières de Daech, elles renouent avec la vie grâce à une femme médecin yézidie

Cette gynécologue, qui a déjà soigné plus d'un millier de femmes yézidiennes qui ont fui la captivité, se consacre à les aider à reconstruire leur vie brisée.

« Médicalement, la plupart d'entre elles souffraient de douleurs. Beaucoup ont contracté des infections sexuellement transmissibles à la suite de nombreux viols. Mais aussi, l'état psychologique des survivantes était extrêmement dégradé. »

— Nagham Nawzat Hasan, gynécologue yézidie.

© HCR/Claire Thomas



Assurer un avenir meilleur Réinstallation

Le HCR a soumis des demandes de réinstallation pour 37 560 réfugiés accueillis dans la région (21 542) et en Turquie. Quelque 27 400 réfugiés ont effectivement été réinstallés, dont 18 420 provenant de la région même. Les dossiers de réinstallation présentés par le HCR étaient en majorité pour des réfugiés syriens (près de 28 200) et quelque 2 800 pour des irakiens. Les contingents de places alloués dans la région et en Turquie ont été réduits; de ce fait, le nombre de demande de réinstallation a été inférieur de 6 500 par rapport à 2017. En 2018, environ 37% des demandes étaient liées à des besoins de protection juridique et physique, 31% concernaient des victimes de violences et de tortures, 16% des enfants et des adolescents en situation de risque, et 13% des femmes et des jeunes filles en situation de risque. Globalement, 54% des demandes de réinstallation ont été soumises pour des enfants.

Le HCR a encouragé les États à mettre sur pied de nouveaux programmes de réinstallation ou à élargir les programmes existants afin d'améliorer le partage

des charges et des responsabilités avec les pays d'accueil, conformément aux engagements du Cadre d'action global pour les réfugiés. En particulier, l'organisation a collaboré avec de nouveaux États de réinstallation en vue d'accroître le nombre de places et les voies complémentaires d'admission. En outre, le HCR a travaillé avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui assurait la présidence

54% des demandes de réinstallation soumises en 2018 concernaient des enfants.

127 000 personnes, victimes de violences sexuelles et de genre ou en situation de risque, ont bénéficié de services multisectoriels en 2018.

UNHCR, the UN Refugee Agency @Refugees

"We have seen gas attacks, we've seen bombs"

In search for safety, Numeir had to flee thousands of miles away from his family. Now, they're finally back together.

Syrian teen in Germany reunites with family after years apart. Terrified that he would be recruited into the army, Numeir fled his home in Syria when he was just 15 years old.

(en anglais)

"Nous avons vécu des attaques chimiques et des bombardements"

A la recherche de sécurité, Numeir a dû fuir à des milliers de kilomètres de sa famille. Ils sont maintenant réunis.

Un jeune syrien retrouve sa famille en Allemagne après des années de séparation.

Terrifié d'être recruté par l'armée, Numeir a fui la Syrie alors qu'il n'avait que 15 ans.

du Groupe restreint sur la réinstallation des réfugiés syriens, et avec la France, qui présidait le Groupe restreint sur la Méditerranée centrale, pour partager les bonnes pratiques, montrer l'impact

stratégique de la réinstallation et identifier des solutions durables, comme l'évacuation de réfugiés depuis la Libye et leur réinstallation dans des pays tiers.

© HCR/Nadiae Schmitt/Univision



Promouvoir des conditions favorables aux rapatriements volontaires

Lorsque les circonstances le permettaient, le HCR a travaillé avec ses partenaires pour faciliter le retour des personnes déplacées dans la région. Le programme d'aide aux retours spontanés, qui entrait dans sa deuxième année au Yémen, a aidé plus de 3 400 Somaliens à regagner leur pays depuis le mois d'octobre 2017. Le

programme offre des informations et des conseils par l'intermédiaire de trois centres locaux du HCR, situés au Yémen du Sud. Selon les estimations, environ 5 000 personnes devraient rentrer à Berbera, dans le nord-ouest de la Somalie, l'an prochain ; le HCR étudie la possibilité de mettre en œuvre des programmes similaires pour les réfugiés d'autres nationalités souhaitant rentrer chez eux.

Bien que le HCR n'ait ni encouragé ni facilité le rapatriement des réfugiés syriens en 2018, l'organisation a soutenu les réfugiés qui prenaient librement la décision de rentrer, en les aidant à leur départ dans les pays d'accueil mais aussi en Syrie. Le HCR et ses partenaires ont travaillé avec le Gouvernement et d'autres acteurs en Syrie pour remédier aux problèmes qui, selon les réfugiés, entravaient leur retour, notamment par la législation, le plaidoyer pour la protection et le renforcement des programmes existants. L'organisation a également coopéré avec les gouvernements des pays d'accueil limitrophes de la Syrie afin de renforcer leur capacité à faciliter le retour des réfugiés. Cela consistait par exemple à aider les réfugiés à obtenir des documents, à répondre aux besoins particuliers d'individus très vulnérables, à rechercher des solutions pour les mineurs isolés, ainsi qu'à les conseiller sur les possibles conséquences d'un retour.

Education

Le HCR s'est associé à d'autres agences des Nations Unies et organisations régionales pour susciter un plus grand nombre d'opportunités et encourager des solutions éducatives pour les enfants et les jeunes réfugiés. Dans le cadre du plan 3RP et de *No lost generation* (un partenariat régional centré sur l'éducation et la protection), le HCR et ses partenaires ont mis en avant l'accès des réfugiés aux systèmes

éducatifs nationaux et recommandé aux gouvernements d'élargir l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur.

Les pays d'accueil de la région ont pris un engagement important en ouvrant les portes de leurs écoles aux enfants réfugiés syriens. Ceci a eu un impact particulier sur les enfants en âge d'aller à l'école primaire, dont beaucoup étaient nés hors de Syrie. Du fait de la croissance démographique, le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école

est passé de 1,81 million en décembre 2017 à 1,92 million en décembre 2018. Au cours de la même période, 200 000 enfants supplémentaires ont été scolarisés dans le système éducatif institutionnel, alors que le nombre d'enfants fréquentant des structures parascolaires réglementées a diminué de 40 000. En conséquence, plus de 675 600 enfants réfugiés syriens (36%) n'ont bénéficié d'aucune forme d'enseignement réglementé.

Selon les estimations, plus de 11 600 étudiants ont reçu des bourses en 2018, ce qui témoigne de la solide collaboration que le HCR a nouée avec ses partenaires pour favoriser l'accès à l'enseignement supérieur. Le pourcentage de réfugiés inscrits à l'université a atteint 5% en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie, ce qui signifie une amélioration par rapport à la moyenne globale pour les réfugiés. Par ailleurs, 154 réfugiés accueillis en Jordanie et au Liban ont bénéficié de bourses d'études dans des

pays situés hors de la région (voir le chapitre *Assurer un avenir meilleur*).

Toute une série de défis de protection et de problèmes socioéconomiques, comme le travail des enfants, le mariage précoce et le recrutement par des forces armées, ont contribué à des mécanismes d'adaptation négatifs et entravé l'accès à l'éducation en 2018. La crise syrienne a continué d'avoir de profondes répercussions sur les enfants et les jeunes des communautés d'accueil dans les cinq principaux pays hôtes, en particulier dans les pays dont les moyens éducatifs étaient excessivement sollicités.

Les capacités d'absorption (par exemple en termes d'infrastructures, du nombre d'enseignants disponibles et de matériels pédagogiques) des systèmes éducatifs nationaux, qui se sont étendus en organisant des classes en alternance, atteignent désormais leurs limites, et la qualité de l'enseignement suscite des inquiétudes croissantes en raison de l'augmentation du nombre d'élèves par enseignant.

Le nombre de réfugiés en âge d'aller à l'école est passé d'1,81 million en 2017 à **1,92 million** en 2018.

© HCR/Veaja Valtierra



Des ambassadeurs de bonne volonté rencontrent des réfugiés syriens en Jordanie et des réfugiés yéménites à Djibouti

Les ambassadeurs de bonne volonté du HCR, Atom Araullo et Emi Mahmoud, se sont rendus en Jordanie pour attirer l'attention du public sur la crise des réfugiés syriens. Des personnalités régionales engagées auprès du HCR comme Kinda Alloush, Lojain Omran et Saba Mubarak ont aidé à générer près d'un million de vues de la vidéo de la campagne #HandInHand, lancée lors du ramadan.

Jung Woo-sung a promu avec force la cause des réfugiés yéménites lors de missions à Djibouti et en Malaisie, qui ont donné lieu à deux interviews exclusives sur le terrain et à une tribune libre dans le journal *Kyunghyang Sinmun*.

Pour en savoir plus, regardez les vidéos sur le voyage d'Atom Araullo en Jordanie et sur la rencontre de Jung Woo-sung avec les réfugiés yéménites.



© HCR/Jordi Marín



INFORMATIONS FINANCIÈRES

Conséquences du sous-financement

Toutes les situations, y compris celles concernant l'Iraq, la Syrie et le Yémen, étaient sous-financées, ce qui a conduit à des décisions difficiles pour établir les priorités, en fonction des ressources disponibles. En outre, les contributions accordées à la région ont été en grande partie affectées (ce qui réduisait leur souplesse d'utilisation), assorties d'obligations strictes concernant la présentation de rapports. De plus, elles ont été reçues au cours du deuxième semestre (ce qui laissait moins de temps pour la mise en œuvre).

L'appel du HCR pour la situation syrienne a été financé à hauteur de 49% seulement, pour un budget à peine inférieur à 2 milliards de dollars, et la situation iraquienne a été financée à 38%, pour un budget de 559,8 millions de dollars, ce qui a entraîné des privations considérables pour des milliers de réfugiés et de déplacés internes vulnérables, tant syriens qu'iraquiens. Plus d'1,1 million de déplacés internes syriens ont dû affronter l'hiver sans aucune aide, 635 000 personnes n'ont pas reçu d'articles de secours essentiels en Iraq et en Syrie, et environ 42 000 Syriens n'ont pas pu bénéficier d'une assistance médicale, en particulier en Jordanie et au Liban. Faute de fonds, il n'a pas été possible de distribuer des aides en espèces à près de 522 000 Syriens vulnérables en Jordanie et au Liban, où la majorité des familles étaient déjà sous le seuil de pauvreté.

Au Yémen, les fonds étaient insuffisants pour répondre aux besoins, même des personnes les plus vulnérables. La situation a souffert d'un manque de ressources pour

financer les programmes d'aides en espèces, dont le besoin était d'autant plus grand que le coût de la vie avait fortement augmenté et qu'un grand nombre de gens avaient épuisé toutes leurs économies en raison de leur déplacement prolongé. Pour un grand nombre de personnes, l'assistance en espèces était leur seul moyen de survie. Le HCR a également manqué de ressources pour exécuter des travaux de rénovation indispensables dans les camps de Basateen et de Kharaz, notamment sur les réseaux de distribution d'eau et d'assainissement et sur des projets de solarisation d'une importance cruciale.

Ailleurs dans la région, le sous-financement critique observé en Algérie s'est traduit par des besoins qui n'ont pu être couverts dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des moyens de subsistance dans les camps de Tindouf, où environ 30% des médicaments essentiels n'ont pas été fournis et où près de 50% du personnel soignant n'a pas reçu d'indemnités. Les contraintes financières ont réduit la capacité de prise en charge des besoins des enfants en situation de risque en Égypte, notamment des mineurs isolés. En Mauritanie, les fonds n'étaient pas suffisants pour répondre aux besoins en abris des nouveaux arrivants maliens, et des milliers de ménages ont été laissés dans des abris inadaptés. Le manque de fonds a également entravé la capacité du HCR à aider avec efficacité les réfugiés les plus vulnérables en milieu urbain, notamment en ce qui concerne le logement, l'éducation et le soutien psychosocial. Du fait de l'augmentation des mouvements mixtes dans la région, le manque de financement a empêché de remédier à des lacunes spécifiques du système de protection, aussi bien pour les personnes en transit que pour les personnes demandant l'asile dans la région et au-delà.

Budget

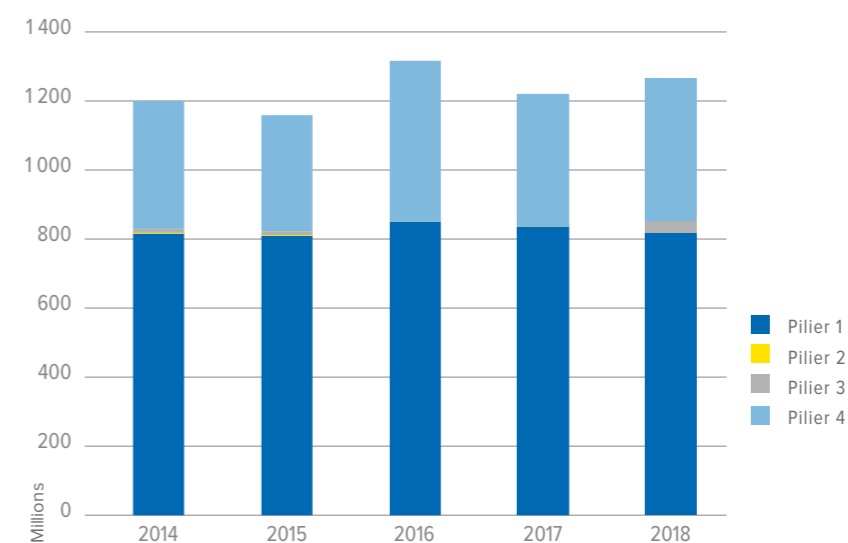
- Budget initial approuvé par le Comité exécutif: **2,168 milliards de dollars.**
- Budget final: **2,481 milliards de dollars.**
- Augmentation du budget: **313,6 millions de dollars / +14%** principalement en raison des situations syrienne et le long de la route de la Méditerranée centrale.

Dépenses

SOURCE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES		Milliers USD	% de financement des dépenses de la région	% régional par source de financement par rapport au total des dépenses du HCR
Report des années précédentes	Affecté	56 799	5%	34%
	Non affecté	34 274	3%	17%
Contributions volontaires	Affectées	1 020 405	81%	41%
	Légèrement affectées	115 994	9%	20%
	Non affectées	11 218	1%	3%
	Dons en nature	1 460	Moins de 1%	4%
Coûts d'appui aux programmes		1 896	Moins de 1%	1%
Autres revenus		13 005	1%	7%
TOTAL		1 255 051	100%	30%

- Les dépenses ont représenté **30%** des dépenses globales du HCR.
- La plus grande part des dépenses de la région, soit **81%** a été financée par des contributions volontaires affectées.
- Les contributions volontaires pour la région ont légèrement augmenté, de **18,9 millions de dollars / +2%**, par rapport à 2017.

DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD 2014-2018 | USD



BUDGET ET DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
MOYEN-ORIENT							
Iraq	Budget	135 891 731	307 821	-	423 626 565	559 826 117	
	Dépenses	72 248 201	236 963	-	141 441 697	213 926 861	
Israël	Budget	3 957 076	-	-	-	3 957 076	
	Dépenses	2 776 011	-	-	-	2 776 011	
Jordanie	Budget	274 896 607	-	-	-	274 896 607	
	Dépenses	224 593 201	-	-	-	224 593 201	
Liban	Budget	462 444 318	590 906	-	-	463 035 224	
	Dépenses	313 241 213	473 281	-	-	313 714 493	
Arabie saoudite	Budget	5 895 669	216 077	-	-	6 111 745	
	Dépenses	5 097 503	146 147	-	-	5 243 649	
République arabe syrienne	Budget	47 246 066	198 641	259 200 000	305 544 293	612 189 000	
	Dépenses	14 802 304	7 887	29 369 636	142 518 063	186 697 890	
Syrie - Bureau régional de coordination pour les réfugiés	Budget	29 027 926	-	-	30 000 000	59 027 926	
	Dépenses	26 528 865	-	-	14 195 647	40 724 512	
Émirats arabes unis	Budget	4 808 914	-	-	-	4 808 914	
	Dépenses	3 292 456	-	-	-	3 292 456	
Yémen	Budget	95 145 669	-	-	103 597 968	198 743 637	
	Dépenses	33 770 397	-	-	101 563 498	135 333 896	
Activités sous-régionales ¹	Budget	54 349 725	-	-	-	54 349 725	
	Dépenses	310 548	-	-	-	310 548	
SOUS-TOTAL	Budget	1 113 663 700	1 313 445	259 200 000	862 768 826	2 236 945 971	90%
	Dépenses	696 660 699	864 277	29 369 636	399 718 905	1 126 613 517	90%



BUDGET ET DÉPENSES AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% SOUS-RÉGIONAL
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
AFRIQUE DU NORD							
Algérie	Budget	36 363 088	-	-	-	36 363 088	
	Dépenses	14 167 520	-	-	-	14 167 520	
Égypte	Budget	74 468 653	-	-	-	74 468 653	
	Dépenses	42 821 421	-	-	-	42 821 421	
Libye	Budget	74 341 433	-	-	10 658 565	84 999 998	
	Dépenses	34 227 951	-	-	10 010 351	44 238 302	
Mauritanie	Budget	20 264 194	-	-	-	20 264 194	
	Dépenses	13 860 248	-	-	-	13 860 248	
Maroc	Budget	7 989 546	-	-	-	7 989 546	
	Dépenses	6 164 710	-	-	-	6 164 710	
Tunisie	Budget	5 694 843	-	-	-	5 694 843	
	Dépenses	4 032 898	-	-	-	4 032 898	
Sahara occidental: Mesures de rétablissement de la confiance	Budget	8 478 237	-	-	-	8 478 237	
	Dépenses	2 389 203	-	-	-	2 389 203	
Activités sous-régionales ²	Budget	6 562 525	-	-	-	6 562 525	
	Dépenses	764 182	-	-	-	764 182	
SOUS-TOTAL	Budget	234 162 521	-	-	10 658 565	244 821 086	10%
	Dépenses	118 428 132	-	-	10 010 351	128 438 483	10%
TOTAL	Budget	1 347 826 221	1 313 445	259 200 000	873 427 391	2 481 767 057	100%
	Dépenses	815 088 831	864 277	29 369 636	409 729 256	1 255 052 000	100%

¹ Activités régionales au Moyen-Orient
² Activités régionales en Afrique du Nord



CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	260 926 452		74 300 000	186 850 000	522 076 452
Allemagne	160 695 254		20 255 682	64 349 044	245 299 980
Union européenne	48 242 497		9 324 009	5 293 717	62 860 223
Arabie saoudite	11 120 210		32 992 119		44 112 329
Japon	13 893 020		25 667 068	1 981 708	41 541 796
Canada	24 905 660		7 473 842	5 870 696	38 250 198
Norvège	16 930 002		6 376 738	7 671 572	30 978 311
Émirats arabes unis	7 425 000		23 336 120	100 000	30 861 120
Italie	16 462 685		3 744 701		20 207 386
Koweït	7 390 000		7 000 000	5 089 490	19 479 490
Fonds de financement commun	2 403 501		14 572 971		16 976 473
Pays-Bas	13 536 353		2 000 000		15 536 353
Donateurs privés au Qatar	10 005 097		3 403 210	548 597	13 956 904
Suède	4 441 624		3 172 589	4 949 239	12 563 452
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5 592 557		4 669 493		10 262 050
Donateurs privés en Allemagne	117 925			8 609 784	8 727 708
Finlande	4 320 988		1 234 568	3 086 420	8 641 975
France	6 352 265		250 000	2 002 584	8 604 849
Australie	8 303 035				8 303 035
Danemark	2 350 663			5 675 369	8 026 032
Suisse	2 156 390		2 032 520	2 032 520	6 221 431
Qatar			3 000 000	3 000 000	6 000 000
Fonds central pour les interventions d'urgence			5 970 599		5 970 599
Donateurs privés aux États-Unis d'Amérique	1 297 950		600 010	3 922 675	5 820 635
Belgique	5 515 247		284 414		5 799 661
Donateurs privés aux Pays-Bas	2 734 500		1 179 655	148 915	4 063 069
Espagne	3 477 330		452 243		3 929 574
République de Corée	1 250 000			2 200 000	3 450 000
Donateurs privés au niveau mondial	1 320 816		756	1 498 062	2 819 635
Autriche	1 321 706			1 165 501	2 487 207
Donateurs privés en République de Corée				2 169 764	2 169 764
République tchèque	1 895 735			226 552	2 122 286
Luxembourg	568 828			1 307 531	1 876 360
Donateurs privés en Suisse	12 394			1 564 978	1 577 372
Donateurs privés aux Émirats arabes unis	554 771		120 375	843 832	1 518 979
Donateurs privés en Australie	316 598			873 891	1 190 488
Chine	1 164 667				1 164 667
Donateurs privés en Suède				1 064 218	1 064 218
Irlande	857 143				857 143
Fédération de Russie	300 000		500 000		800 000
Donateurs privés au Koweït	603 771			38 060	641 830
Donateurs privés au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6 684		7 052	574 824	588 561
Donateurs privés au Liban	420 407			149 773	570 180
Donateurs privés au Canada	46 548			506 754	553 302
Fonds de l'OPEP pour le développement international		500 000			500 000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 3	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes		
Donateurs privés en Italie	344 922		907	123 586	469 415
Donateurs privés au Japon	425 063			11 685	436 748
Donateurs privés en Indonésie	400 000				400 000
Pologne	372 823				372 823
Monaco	363 948				363 948
Slovaquie			236 967	113 766	350 732
UNICEF	224 000		96 862		320 862
Islande				274 390	274 390
Liechtenstein			101 523	101 523	203 046
Donateurs privés en Espagne	16 409			165 582	181 991
Donateurs privés en Arabie saoudite	33 550			86 603	120 153
Bulgarie			92 025		92 025
Estonie	89 606				89 606
Donateurs privés au Brésil	76 947		3 159		80 106
Donateurs privés en Chine	7 009			58 665	65 674
Roumanie				60 386	60 386
Donateurs privés à Singapour	3 750		15 671	34 659	54 079
ONUSIDA				50 000	50 000
Slovénie				47 790	47 790
Lituanie				47 574	47 574
Malte	46 784				46 784
Donateurs privés à Oman	15 896			28 119	44 015
Donateurs privés en France				40 750	40 750
Chypre	34 130				34 130
Donateurs privés aux Philippines				33 371	33 371
Maroc				25 598	25 598
Donateurs privés en Égypte	7 202			11 530	18 733
Donateurs privés en Thaïlande				18 420	18 420
Donateurs privés en Inde	626			8 577	9 203
Donateurs privés en Irlande				5 764	5 764
Saint-Siège	5 000				5 000
Donateurs privés en Jordanie				3 951	3 951
Donateurs privés au Kenya				3 741	3 741
Donateurs privés au Ghana				2 937	2 937
Donateurs privés en Autriche				1 394	1 394
Donateurs privés en Turquie				33	33
Donateurs privés au Danemark				18	18
TOTAL*	653 703 936	500 000	254 467 847	326 726 482	1 235 398 265

*Notes:

¹ Les contributions incluent 7% de coûts d'appui aux programmes.² Inclut 14,9 millions de dollars reçus en 2017 pour des activités dont la mise en œuvre était prévue pour 2018 et ne comprend pas 31,8 millions de dollars reçus en 2018 pour une mise en œuvre prévue en 2019 et au-delà.³ Inclut les contributions globales affectées aux situations iraquienne et syrienne et à la situation du Yémen.